

de se baser sur les expressions plus ou moins régulières de l'opinion publique pour préparer une innovation constitutionnelle ou prendre une décision politique importante. Il y a pour nous la question générale de notre participation aux guerres de l'empire; l'introduction dans ce paisible pays de la peste du militarisme qui ronge les pays européens; qui menace de s'attaquer à nos voisins du sud, et dont le virus commence à empoisonner notre sang. Sur la proposition dont je viens de donner lecture à la Chambre, je me propose d'étudier jusqu'à quel point l'attitude que vient de prendre le gouvernement, pose les différents problèmes que je viens d'énumérer.

Les questions de fait sont : la guerre du Transvaal, ses causes, ses mérites, ses conséquences, notre participation à cette guerre, et—question moins importante—les deniers engagés par le gouvernement à cette fin.

Dès le début de ma campagne électorale, je me suis expliqué clairement sur tous ces points. J'ai toujours fait cette distinction, et j'ai toujours dit que la question d'argent était très peu importante comparée aux questions constitutionnelles que j'ai indiquées. Je crains d'ennuyer mes collègues, mais, dans la position particulière où je me trouve, je suis obligé de me défendre : on me permettra de lire quelques extraits des comptes rendus des assemblées tenues dans le comté de Labelle et publiés par les journaux. *La Patrie* a publié le compte rendu de la première assemblée tenue deux jours après ma démission, et voici ce qu'elle disait :

M. Bourassa ne s'inquiète pas tant des dépenses que cette campagne militaire va entraîner pour le pays que du principe en jeu. Le pays est assez prospère pour subir une dépense de \$100,000 à \$200,000—

Il va sans dire que j'étais bien au-dessous de la réalité.

—mais pourquoi aller prendre part à une guerre qui n'intéresse nullement le Canada, et dont l'issue sera infailliblement favorable à l'Angleterre? L'Angleterre a une puissante flotte, qu'elle peut envoyer sur les côtes sud-africaines; elle a une puissante armée, qu'elle est en train d'y débarquer, armée dont le chiffre est aussi considérable que la totalité de la population boer. Pourquoi donc envoyer des milliers de Canadiens servir de cibles dans ces pays lointains? C'est tellement inutile que le "Star" a dernièrement publié une dépêche de Londres disant que l'Angleterre n'avait besoin que de 500 Canadiens pour prendre part à cette guerre. Ce n'est donc pas de nos soldats que M. Chamberlain a besoin, mais de notre adhésion morale, de façon à être en mesure un jour ou l'autre, de prétendre qu'en principe les colonies doivent participer aux guerres de l'empire.

Le même journal rapporte ainsi mes paroles à une autre réunion :

M. Bourassa dit que la seule question en jeu dans l'élection actuelle est l'envoi de troupes canadiennes au Transvaal, ou plutôt la question plus importante de la participation du Canada aux guerres de l'empire. La présente expédition n'est que le premier pas vers la fédération impériale.

Le *Star*, un journal qui m'était hostile, rend compte en ces termes d'une assemblée tenue à Buckingham :

Ce n'est pas pour protester contre l'envoi de soldats au Transvaal qu'il a pris cette attitude. C'est une question de peu d'importance comparée à la grande question constitutionnelle en jeu, et dans deux ou trois ans d'ici, il ne sera pas insulté comme il l'est à présent.

J'ai publié, dans un journal de Buckingham, une lettre, où se trouvait le passage suivant :

J'ai dit et répété que j'ai donné ma démission non parce que le gouvernement avait envoyé des soldats au Transvaal, mais parce que cet acte constitue un changement radical dans nos relations avec l'Angleterre.

Quant à la justice de cette guerre, je déclare franchement que, quelques semaines avant de commencer cette campagne, je n'avais aucune opinion arrêtée sur ce point. Ma prétention était que le Canada, comme nation ou comme colonie, n'était pas obligé de combattre en dehors de son propre territoire,—à moins, comme l'a expliqué l'honorable premier ministre dans une déclaration souvent citée, que le Canada ne fût indirectement menacé.

Je n'avais pas alors étudié le problème Sud-africain plus que la plupart de mes collègues ou que la généralité des Canadiens qui s'occupent des questions publiques. Je ne lui avais donné aucune attention spéciale avant l'adoption de la résolution par laquelle cette Chambre a approuvé la politique du gouvernement anglais ou plutôt la politique de M. Chamberlain au Sud-africain.

Je dois dire, en passant, que j'étais absent lorsque cette résolution a été adoptée; lorsque cette Chambre a résolu, en deux jours, un problème que des hommes d'Etat anglais éminents ont étudié durant des années, et sur laquelle ils ne sont pas encore d'accord, bien qu'ils aient sur la question beaucoup plus de renseignements que nous.

Lorsque je constatai que nous allions être mêlés à cette affaire, je me mis à l'étude du problème. Je ne prétends certes pas en avoir saisi toutes les données—encore moins en avoir trouvé la solution. Ce serait absurde, en présence des divergences d'opinions qui existent chez des hommes éminents qui ont consacré des années à l'approfondir. Beaucoup de prophéties se sont trouvées fausses, beaucoup d'hypothèses ne se sont pas réalisées; et encore aujourd'hui qui peut dire ce que l'avenir réserve au Sud-africain? Cet avenir, ainsi que le sort des braves qui combattent des deux côtés, sont entre les mains de Dieu. Celui qui prétend connaître à fond le problème Sud-africain, qui prétend savoir quelle politique l'Angleterre doit adopter, est beaucoup plus avancé que moi.

Dès le début, deux idées m'ont guidé dans cette étude. J'ai constaté d'abord que ni mes compatriotes ni moi n'avions de sympathies de race pour les Boers. Je trouve, avec plaisir dans la *Gazette* de Montréal, un

CAN. Principles be Separated from Facts